Extrait du Journal LE MONDE du 8 Décembre 1978

DE L'EUROPE

M. Chirac dénonce les desseins du « parti de l'étranger »

Voici le texte de l'appel aux Français lancé le mercredi 6 décembre par M. Jacques Chirac et qui a été communiqué au conseil politique du R.P.R., pour information, en même temps qu'il était diffusé à la presse.

Il est des heures graves dans l'histoire d'un peuple où se retrouvent tout toute dans sa lucidité de discerner les menaces qui les lui cache.

L'Europe que nous souhaitons si désirons, dans laquelle pourrait s'épanouir une France digne et forte, cette Europe, nous savons depuis hier qu'on ne veut pas la faire.

Tout nous conduit à penser que, derrière le masque des mots et le jargon des technocrates, on prépare l'installation de la France, un consentant à l'état de son abaissement.

En ce qui nous concerne, nous devons dire non.

Un choix, de quoi s'agit-il ? Les faits sont simples, mettre à certains ont cru pouvoir à les obscurcir.

L'élection prochaine de l'Assemblée européenne au suffrage universel direct ne saurait intervenir sans que le peuple français ait exactement éclairé sur la portée de son vote. Elle constituera un pas si les électeurs sont invités à croire qu'ils iront simplement entériner quelques principes généraux, d'ailleurs à peu près incontestés quant à la nécessité de l'organisation européenne, alors que les suffrages nous seront ainsi arrivé à légitimer tout l'ensemble des abandonnons futurs et les carences actuelles, au préjudice des intérêts nationaux.

1) Le gouvernement français soulevé que les attributions de l'Assemblée resteront fixées par le traité de Rome et ne seront pas modifiées en conséquence du nouveau mode d'élection. Mais la plupart de nos partenaires souhaitent l'organisation européenne, alors que les suffrages nous auront appelé à légitimer tout l'ensemble des abandonnons futurs et les carences actuelles, au préjudice des intérêts nationaux.

2) Le gouvernement français soulevé que les attributions de l'Assemblée resteront fixées par le traité de Rome et ne seront pas modifiées en conséquence du nouveau mode d'élection. Mais la plupart de nos partenaires souhaitent l'organisation européenne, alors que les suffrages nous auront appelé à légitimer tout l'ensemble des abandonnons futurs et les carences actuelles, au préjudice des intérêts nationaux.

3) L'admission de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté soulève. Soit pour nos intérêts agricoles que pour le fonctionnement des institutions communes, de très sérieuses difficultés qui doivent être préalablement résolues, sous peine d'aggraver une situation déjà fort peu satisfaisante. Jusque là, il serait d'une grande légèreté, pour en tirer quelque avantage politique plus ou moins illusoire, d'anticiper cette admission comme virtuellement acquise.

4) La politique européenne du gouvernement ne peut, en aucun cas, dispenser la France d'une politique étrangère qui lui soit propre. L'Europe ne sera sûre à consolider l'effacement d'une France qui n'aurait plus sur le plan mondial, ni autorité, ni idée, ni message, ni usage. Nous récusons une politique étrangère qui cesse de répondre à la conception d'une grande puissance, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et investie de ce fait de responsabilités particulières dans l'ordre international.

C'est pourquoi nous disons NON.

Non à la politique de supranationalité.

Non à l'asservissement économique.

Non à l'effacement international de la France.

Favorables à l'organisation européenne, oui, nous le sommes pleinement. Nous voulons, autant que d'autres, que se fasse l'Europe. Mais une Europe européenne, où la France conduise son destin de grande nation. Nous disons non à une France vassale dans un empire de marchands, non à une France qui démissionne aujourd'hui pour s'effacer demain.

Puisqu'il s'agit de la France, de son indépendance et de son avenir, puisqu'il s'agit de l'Europe, de sa cohésion et de sa volonté, nous ne transigerons pas. Nous refusons de traiter nos forces pour qu'après tant de sacrifices, tant d'épreuves et tant d'exemples, notre génération ne soit pas, dans l'ignorance, le déclin de la patrie.

Comme toujours quand il s'agit de l'abaissement de la France, le parti de l'étranger est à l'œuvre avec la voix payable et trébuchante. Français, ne l'écoutez pas. C'est l'engourdissement qui précède la paix de la mort.

Mais comme toujours quand il s'agit de l'honneur de la France, parmi des hommes unis et inscrits de tous les partis et de toutes les familles spirituelles sans exclusive, sans distinction d'origine, de croyance ou de condition, je vous appelle dans un grand rassemblement de clarification, à un sursaut national, pour sauver la France de toutes dans l'Europe de demain.

* * *

Pour accompagner sa déclaration sur l'Europe, M. Chirac a adressé la lettre suivante à M. Alain Devaquet, secrétaire général du R.P.R. :

« Le pays, même s'il n'en est pas encore conscient, est aujourd'hui une fois encore engagé. Car, en Europe, la France, sans le savoir, est engagée dans une aventure qui conduit à l'abaissement de sa nation dans le monde et à l'asservissement.

» C'est pourquoi j'ai décidé de m'adresser aux Français. C'est un débat de fond qu'il nous appartient à trancher.

» Aussi que vos désaccords ne nuisent pas à l'action politique, je souhaite qu'il en soit donné connaissance par Vive Gaston aux membres du conseil politique de notre mouvement.

» En ce qui concerne les travaux parlementaires, il me paraît souhaitable de maintenir la position que nous avons adoptée en octobre et qui accorde au gouvernement une trêve qui lui permette de désastrer l'efficacité de sa politique économique. »

LA LETTRE DU PRÉSIDENT DU R.P.R. AUX DÉPUTÉS

M. Chirac a adressé mercredi en début d'après-midi à M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R., la lettre suivante :

Je vous ai fait connaître hier mon intention de rendre publique ma position en ce qui concerne l'évolution de la politique européenne.

J'ai souhaité qu'en soit informé d'abord le conseil politique du Rassemblement qui se réunit ce après-midi.

Je vous demande de faire part de cette initiative à nos compagnons du groupe parlementaire.

*S'agissant de la fin des travaux parlementaires de cette session, il appartient naturellement à notre groupe de se déterminer par lui-même. Mais les raisons qui avaient motivé notre position n'existent plus.